

Pour RADIO-SILENCE

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE « FINANCES - VERITES » N°40

« QUESTIONS d'EVIDENCES ! ?... »

1) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE : ECO 1,

Il y a déjà 47 ans, lorsque je commençai mon premier emploi, le temps passe, je comprenais déjà que les impôts sur une entreprise étaient une absurdité. Bien sûr, je ne savais pas encore le comment du pourquoi à 17 ans ½...

Depuis la fin des années 70's, après mes études supérieures et mon arrivée chez un prestigieux *Etablissement de portefeuille* (*Holding* comme on dit maintenant en anglo-saxon), je sais d'évidence ce que l'URSS devait démontrer au monde ahuri en 1990 : le communisme, le marxisme, cela ne marche pas ! Tout simplement parce que cette organisation sociale est toujours soutenue par des postulats absurdes.

J'ai donc confirmé depuis 35 ans qu'imposer les entreprises et brimer leur Liberté était et reste une absurdité. J'ai pris bien souvent la parole en ce sens et écrit énormément, également dans des articles signés de mon pseudonyme Juno MONETA, par exemple dans le mensuel de mon fils aîné : « le PETRIN », le bien nommé ! Car nous sommes bien dedans !...

Je retrouve ces jours-ci un article de mes archives illuminé par l'évidence, dont je vous transmets quelques extraits ci-dessous, qui disent exactement la même chose, mais... au Canada ! J'y ajouterai pour terminer ma propre réflexion :

<http://www.quebecoislibre.org/08/080315-14.htm>

Montréal, 15 mars 2008 • No 254

ÉDITORIAL

Mr Martin MASSE est directeur du Québécois Libre.

« LES ENTREPRISES NE DEVRAIENT PAYER AUCUN D'IMPÔT »

par Martin MASSE

« Le comique attiré de la go-gauche québécoise, le *professeur de comptabilité* Léo-Paul Lauzon répète depuis des années le même refrain absurde : « *les entreprises font de l'évasion fiscale, elles ne paient pas leur part d'impôt, la baisse du fardeau fiscal des entreprises n'apporte aucun bienfait économique, le gouvernement impose de moins en moins les entreprises et de plus en plus les individus, ce qui appauvrit le monde et fait disparaître la classe moyenne* » etc. Un seul des innombrables sophismes économiques véhiculés par LPL est la notion qui veut que les entreprises paient de l'impôt, et que si elles ne le font pas, ce sont des individus qui vont devoir en payer plus. Comme s'il y avait un vase communiquant entre les deux. Cette croyance s'accorde avec le fait que, dans la mythologie gauchiste, l'entreprise est une sorte de monstre abstrait qui réside en dehors de la société réelle. **Au mieux, ce monstre** crée de la richesse mais alors **tente de la garder toute entière pour lui, et il faut donc le forcer à la partager par des impôts élevés ; et au pire, il dévore la richesse créée par « le vrai monde », ce qui justifie qu'on l'extermine.**

(NDLR : Brrr...)

En réalité, les entreprises ne sont rien d'autres qu'un faisceau de relations contractuelles entre des individus, qui s'assemblent dans le but de produire quelque chose. Pourquoi s'assembler de cette façon et créer une entité corporative distincte ? Ne pourrions-nous pas simplement tous collaborer ensemble comme travailleurs autonomes et arriver au même résultat ? Pas sûr, puisque, comme l'a expliqué ***l'économiste Ronald COASE*** dans un article de 1937 devenu célèbre, « The Nature of the Firm » (La nature de l'entreprise), cela aurait pour effet d'accroître considérablement l'incertitude et les coûts de transactions...

Si les entreprises ne sont en fait que des individus qui ont formalisé leurs relations, qu'est-ce qu'on impose au juste quand on impose les entreprises ? **On impose des relations, un processus de création de richesse, et en bout de ligne, les individus eux-mêmes** qui y sont impliqués...

Logiquement, l'entreprise comme entité reportera les coûts additionnels que constitue le paiement d'un impôt sur l'un ou l'autre des trois groupes suivants:

1. Ses propriétaires, qui devront se redistribuer moins de profits ou recevront par exemple des dividendes moins élevés sur leurs actions. Dans ce cas, l'impôt sur l'entreprise équivaut à un impôt sur les dividendes.
2. Ses employés, qui devront se contenter de salaires moins élevés. Dans ce cas, l'impôt sur l'entreprise équivaut à un impôt sur le revenu personnel.
3. Ses clients, qui devront payer plus cher les produits ou services de l'entreprise. Dans ce cas, l'impôt sur l'entreprise équivaut à une taxe de vente.

Lorsqu'on comprend cela, on comprend aussi pourquoi la logique marxiste équivaut à se tirer dans le pied. En taxant les entreprises, on taxe un processus de création de richesse... On en diminue conséquemment son efficacité. Et on décourage les gens d'y avoir recours - de la même façon qu'on décourage de manger de la bouffe grasse ou de fumer des cigarettes en augmentant les taxes sur ces produits. Concrètement, cela signifie qu'on réduit l'attrait de *l'entrepreneurship*, parce que créer une entreprise devient moins profitable, et qu'on réduit l'attrait de l'investissement, parce qu'investir dans des entreprises devient moins rentable.

Pour les marxistes, comme le professeur Lauzon, cela ne pose évidemment aucun problème puisque c'est l'État qui devrait idéalement tout produire, parce qu'il est bien plus efficace et qu'il redistribue la richesse plus justement. Cette prétention n'a toutefois aucun fondement dans la logique et la réalité historique l'a maintes fois contredite.

Mais, pour tous ceux qui comprennent le fonctionnement de l'économie, **il est évident qu'une taxe sur un processus de création de richesse est une absurdité ayant des conséquences néfastes. Et pour cette raison, on ne devrait pas simplement réduire les impôts sur les revenus des entreprises** (et les autres types d'impôt sur le capital, la masse salariale, etc., que doivent payer les entreprises), comme le font heureusement nos gouvernements québécois depuis quelques années sous la pression de la concurrence internationale ; **on devrait les éliminer complètement** ». Fin de citation.

Ma réflexion personnelle se prolonge par le constat suivant :

D'abord le fait que ce curieux « Professeur de comptabilité » ignore apparemment l'étude critique des comptes d'une entreprise et notamment le tableau de décomposition de sa Valeur Ajoutée que l'on dresse à cet effet. Son domaine de compétence est donc de loin inférieur au souhaitable. Ayant moi-même professé d'ab initio à l'actuariat la comptabilité en sus des cours d'économie politique appliquée, je sais de quoi je parle.

En pratiquant la « RETENUE A LA SOURCE », laquelle POMPE une partie plus ou moins grande de la VALEUR AJOUTÉE dégagée par le COMPTE d'EXPLOITATION de l'ENTREPRISE, l'Etat et ses collectivités locales, espèrent agir sans douleur, dans la pénombre de l'ignorance de la quasi-totalité de la population de la chose économique. Je note également depuis longtemps que l'Education Nationale totalitaire y contribue sciemment en désinformant totalement ses élèves de l'économie, maintenus de l'âge de deux ans à celui très avancé de 28 ans sous sa coupe !... Mais la pression est bien là, comme décrite ci-dessus sur tous les individus quels que soient leurs situations. Si toute le monde voyait arrivé l'avertissement fiscal reprenant la totalité de ce que pompe la collectivité de force sur le revenu brut, sans retenue à la source, tout le monde constaterait comme en 1985 (105%) que la ponction fiscale dépasse les revenus annuels trop souvent et s'établit à une moyenne depuis 30 ans de 85% en France de la masse monétaire en

circulation (M3) ! ENORME ! Un Changement politique se produirait aussitôt ! Ce que le régime actuel ne veut évidemment pas et il dilue alors au maximum, pour se préserver lui-même, les ponctions qu'il opère sur le Peuple. Un symptôme : le fait que depuis 25 ans les dépenses budgétaires de l'Etat, seul, dépassent de plus de 200% maintenant la masse monétaire légale = fiduciaire (M1) mise en circulation par l'Etat lui-même, ce qu'il ne peut donc ignorer... Et ce que les « zélecteurs » ne devraient pas non plus ignorer, car c'est évident !

J'ajouterai encore, pour terminer, que les défilés dans les rues de pauvres gens, a fortiori les jeunes, conditionnés par des décennies de collectivisme et abreuvés de postulats grossièrement faux en matière économique me font pitié. Par contre, si j'étais à l'Elysée, je ferais arrêter les meneurs et les ferais condamner lourdement à la prison à vie. Quant au communisme, son procès doit être organisé afin de vider cet abcès épouvantable qui n'en finit pas de détruire le Corps Social. Tous ces défilés m'étouffent intellectuellement et spirituellement et j'ai grande envie de respirer et de faire respirer aux autres l'air pur de la Liberté. Laquelle n'a rien à voir avec sa maladie : le libéralisme. Tous les qualificatifs en « isme » sont des maladies de l'idéal qu'elles détruisent : idée (idéisme), communauté (communisme), liberté (libéralisme) etc...

2) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE FINANCIÈRE : ECO

2

Le basculement en défaveur de l'entreprise et au bénéfice des plus-values spéculatives financières autorisées par le « système » collectiviste en vigueur, lequel consacre la fameuse « ténébreuse alliance du capitalisme et du marxisme », a, depuis des années, induit une distorsion très visible dans les comptes des grandes entreprises. Cette distorsion fut reconnue ouvertement par BOUYGUES, il y a quelques années. La part de valeur ajoutée due aux spéculations financières est significativement supérieure à celle due à l'activité sociale et économique saine, normale.

Cet effet pervers a atteint des Nations entières, et la France, depuis 2008 officiellement, s'y livre avec gourmandise. Le monde généré par la Secte Noire selon ses vues est un monde de cancer mortel, où l'activité est détruite après avoir été découragée au bénéfice de plus-values financières virtuelles. Ce que les gens commencent à apercevoir avec l'affaire Madoff, et puis l'affaire Kerviel... cette dernière d'ayant rien de commun avec l'autre mais révélant les pratiques scandaleuses du « système bancaire ».

L'un des leviers fondamentaux de ces plus-values financières réside dans les taux centraux et les taux périphériques bancaires. Pourquoi le Brésil, par exemple, déclare-t-il ouvertement, à l'instar de presque tous les Pays totalitaires gouvernés par des gauchistes soit-disants soucieux du peuple, 63 % de son PIB comme provenant d'opérations financières et 37% seulement de l'activité économique ? Pourquoi dans tous ces Pays socialistes, ou apparentés, comme en France, la criminalité est-elle de plus en plus élevée ? Simple cause à effet : la révolte des esclaves auxquels ne manquent plus qu'un Spartacus, meilleur stratège que lui cependant...

Au Brésil le taux central est de 9,5 % l'an en augmentation de 0,75% sur la pratique précédente.

Aux Etats-Unis, le taux est de 0,25% l'an. Il est quatre fois plus élevé dans la zone Euro à 1%, celui de la Banque d'Angleterre est de moitié à 0,5%.

Pourquoi un tel positionnement sur les grandes monnaies ? La réponse est simple : les USA veulent répandre le dollar dans les masses monétaires de tous les Pays et contrer toute expansion des autres monnaies. Le moyen est évident : il vaut mieux emprunter des dollars US créés par le Federal Reserve Board à 0,25% que des Euros à 1%, quatre fois plus chers. Donc le dollar se répand dans le monde. Le Yen à 0,1% est maintenu par d'autres moyens dans sa sphère géographique... Nous en reparlerons !

Pour les placements de ces dollars, complétés d'autres monnaies à faibles taux, il est évidemment préférable de choisir, par exemple, un Pays semi-développé au risque politique et juridique maîtrisé par le monde euro-américain, comme le... Brésil ! **De la monnaie créée de toutes pièces aux USA et empruntée hier à 0,00068493 %/Jour, rapporte aujourd'hui 0,0260273972 %, soit 38 fois son coût PAR JOUR ! ! !** Les spéculateurs *surfant* sur des règles édictées sur mesures, par eux et pour eux, au détriment de l'activité liée au bonheur des Peuples,

pompent dans cette seule opération simple, pouvant être exécutée par ordinateur à partir d'un Yacht croisant au milieu des îles grecques ou des Seychelles, la somme de 253.425 \$US PAR JOUR pour UN petit MILLIARD de \$US investi, une goutte dans l'Océan de monnaie virtuelle en expansion galopante !

Vous comprenez maintenant pourquoi depuis 1980, les « maths » modernes ont banni l'arithmétique qui risquait de donner aux élèves le moyen de découvrir comment ils sont réduits à zéro après un travail si long, si allongé et de plus en plus mal payé dans des règles collectivistes vantées comme... « sociales », alors qu'elles sont « socialistes » ! ? Le peuple a été dressé à prendre des vessies pour des lanternes. La création de monnaie virtuelle par les banques ne sert qu'à voler aux Peuples le fruit de leur travail et à les exproprier de tout leur patrimoine, par la transformation juridique qui suit l'actif bancaire en titres de propriétés foncières ou mobilières. Et le tour est joué... TOUS LES JOURS que Satan gouverne ! Quoi de plus normal alors que de voir proliférer les « Nouveaux pauvres » qu'en France on a appelé la « Génération Mitterrand » ?

LMDM

3) Dans l' ACTUALITE ÉCONOMIQUE MONÉTAIRE : ECO **3**

« ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM »

Au chapitre monétaire, c'est la nature concrète de la monnaie héritée de 3.500 ans d'histoire moderne qui se voit qualifiée de « relique barbare » depuis 1973, par les FAILLIS. Lesquels ont préféré lancer le monde libre d'abord dans l'esclavage puis dans le chaos, plutôt que d'assumer leurs responsabilités. Ils ont alors postulé que le monde manquait de liquidités, dépossédant alors les Etats de la création monétaire et la confiant aux banques, autorisant les fluctuations de changes que les Etats ont à peine réussi à rendre « impures » par leurs interventions légitimes (p.e. SME), et bien sûr l'expansion immédiate de quasi-monnaie scripturale qui les sauvait en apparence de la faillite. La marée a atteint de nos jours un coefficient astronomique ! Au passage ces « illuminati » ont rempli bien évidemment le but anti-social de la Franc-maçonnerie internationale, adoratrice de Satan, toujours le même depuis Lénine et ses prédécesseurs révolutionnaires anti-français : changer de force le Peuple qui refuse de se laisser changer de bon gré.

Voici ce qu'observe Ayn RAND, dans un article extrait de son article d'« Atlas SHRUGGED », qui me paraît, tout simplement, bon :

<http://www.24hgold.com/francais/actualite-or-argent-Les-destructeurs-confisquent-l%20or%20.aspx?langue=fr&article=826601494G10020>

Les destructeurs confisquent l'or...

*« Les « destructeurs » confisquent l'or et ne laissent à son propriétaire qu'un tas de fausse monnaie. **Cet acte détruit tous les standards objectifs et met les hommes à la merci du pouvoir arbitraire d'un « définisseur des valeurs ».***

L'or a, en effet, une valeur objective : il est l'équivalent de la richesse produite.

Le papier monnaie est un gage sur de la richesse qui n'existe pas, garantie par un revolver posé sur la tempe de ceux de qui on attend qu'ils la produisent. »

J'ajoute :

Qui sont les « définisseurs de valeurs » ? Les banques... à commencer par les Centrales, dévoyées de leur but social, lesquelles calculent toutes ensemble, et la Centrale par et pour les autres, chaque jour, les taux garantissant leur trésorerie multilatérale, et surtout le fonctionnement général de la pompe à finances mondiale, captée par l'oligarchie économique, dans chaque Pays, sur le dos des consommateurs après celui des producteurs, qui sont les mêmes : les esclaves ! Coup double : pompé à la source quotidiennement sur les revenus du

travail et du capital, et même en sus annuellement par des impôts complémentaires calculés pour ne rien lui laisser d'autre que l'illusion de la liberté réduite au strict minimum, le Peuple est encore pompé dans sa consommation par des prix doublés par les impôts encore en sus de la volonté mafieuse des spéculateurs et gouverneurs du monde initiés dans la Secte Noire, de voler le « populo », ou « les masses », ou « les agents économiques » selon le filtre idéologique des groupes qui gouvernent.

Le plus drôle est que l'augmentation des prix affiche une « croissance » officielle du PIB, en pleine récession grave ! Personne officiellement n'affiche le PIB corrigé en MONNAIE CONSTANTE comme le veut la question du cours selon la définition de la croissance : « Augmentation d'une année sur l'autre, exprimée en pourcentage, du PIB exprimé en monnaie constante », donc corrigée de la hausse VRAIE des prix d'évaluations des agrégats.

Le revolver sur la tempe c'est le tribunal aux ordres des politiques-mafieux, **qui loge en prison les résistants et les tueurs à gages pour les résistants les plus virulents.** C'est aussi « l'obéissance passive », dénoncée par Victor HUGO comme s'opposant à la démocratie, de la part des policiers et des fonctionnaires, lesquels sont évidemment grassement payés, et équipés, afin de les dissuader de changer de camp... Mais jusqu'à quand ?

LMDM